

Grand Débat à Varzy (58210) Vendredi 8 mars à 18h

Personnalités Présentes :

Monsieur le Député de la Nièvre, Patrice Perrot

Monsieur le Maire de Varzy, Gilles Noël,

Monsieur le Président de la CAPEB Nièvre, Sébastien THOMAS,

Madame la Présidente de l'U2P de la Nièvre, Carole BINET

Et une cinquantaine de participants, commerçants et artisans.



Le Grand Débat National de la ville de Varzy s'ouvre sur la proposition de **thématique de la Transition écologique**, en particulier la Valeur Travail avec comme angle de développement l'économie du territoire.

A savoir, la Valeur Travail, ce n'est pas que le travail rémunérateur, il faut prendre en compte aussi l'investissement citoyen, comme l'engagement et le bénévolat auprès des associations.

Des inégalités vécues dans le monde rural
--

Est-ce que le travail paye dans le monde rural ? Un comparatif est tout d'abord apporté entre la Ville et la Campagne. L'avantage des transports en commun urbains est moins développé dans le secteur rural, cet inconvénient pousse les riverains à dépendre uniquement de leur voiture.

Conséquence directe sur le pouvoir d'achat qui est diminué quand on est éloigné de son travail. La population rurale consomme plus de gasoil et est obligée de rouler, **d'autant plus avec la diminution des services publics** : plus de kilomètres pour aller à la poste, la gendarmerie, les hôpitaux, etc.

Le système médical des lobbies crée un désert médical en milieu rural (recherche de dentistes, et de docteurs...) et mériterait une réforme qui permettrait de développer un cercle vertueux.

Et pourtant, l'impôt sur le revenu est le même entre métropoles et petites communes. Il est observé qu'une partie de la France nourrit l'autre.

Le Plan Climat de l'ancien ministre de l'écologie Nicolas Hulot qui consiste à remplacer les voitures diesel, crée un sentiment de culpabilité au niveau rural : il est ressenti qu'un tel discours politique accuse la population Française de l'utilisation du Diesel. A Varzy, la transition écologique est une question sectaire par rapport à la vie rurale du quotidien, **le citoyen a l'impression de se sentir accusé et non concerné.**

Actuellement les voitures électriques ne sont pas Made in France, elles sont fabriquées à l'autre bout du monde, pour un résultat peu fiable avec des batteries limitées. De même, ce sont les véhicules des citoyens qui sont visés alors que les avions et les bateaux sont beaucoup plus pollués entre le kérosène et le fuel lourd et ils sont moins taxés. **Le régime fiscal de la taxe sur les carburants est à revoir.** Aujourd'hui c'est le diesel qui est le plus financièrement accessible.

La Transition écologique du Bâtiment

Depuis 2012, il y a eu beaucoup de positif par rapport aux aides proposées aux travaux d'économie d'énergie de l'habitat en France. **La rénovation énergétique des bâtiments est en enjeu écologique.**

Actuellement la mesure engagée avec la Transition écologique, nécessite de comparer 3 devis avant d'effectuer des travaux dans l'habitat. On sort d'une période difficile dans le Bâtiment, malgré des aides et de nombreuses qualifications jugées trop complexes. **Les entreprises artisanales, tout comme les particuliers ont besoin de lois claires et de qualifications simplifiées.**

Par exemple, l'isolation à 1 € regroupe les Certificats d'Economie d'Energie et les aides Anah. De plus, afin d'assurer ses chantiers, **l'entreprise se retrouve à avancer la trésorerie en attendant le versement des aides.**

La concurrence des grandes entreprises externes est forte : les particuliers sont sollicités par du démarchage intensif au téléphone **au détriment des artisans qualifiés locaux.**

Recrutement et pénurie de main d'oeuvre

La ville de Varzy est inscrite comme territoire zéro chômeur et son investissement a réduit son taux de chômage, témoigne le Maire, à 15,5 %, il observe peu de sans abri dans sa ville, malgré des situations compliquées. Il note des familles des grandes villes qui retournent vers le rural, peut-être grâce au télétravail qui est une solution pour elles.

Et pourtant, les entreprises artisanales isolées rencontrent des difficultés de recrutement, d'une part liées au logement pour bien accueillir les apprentis, mais aussi à cause de la distance. Si les salariés du bâtiment ont trop de kilomètres à effectuer pour se rendre à leur entreprise, ils évolueront ailleurs.

Autre difficulté, celle de la hausse de salaire, qui est intimement lié à la hausse de la productivité. D'autant plus, que les avantages en nature comme le prêt de véhicule est dorénavant considéré par l'URSSAF comme du salaire déguisé. Autre exemple : une entreprise qui offre à manger à ses salariés sera amendée. **Le geste social de l'employeur est taxé.** Et pourtant ce n'est pas une largesse, il est logique de faire rentrer ses employés par temps de froid quand on est couvreur, par exemple.

La France est n°1 en taxes et en charges, les entreprises rurales en pâtissent d'autant plus sur les avantages qu'elles souhaitent proposer et qui sont imposables.

Ces entreprises isolées sont doublement pénalisées, son vivier de salariés qualifiés s'amointrit, elles doivent en chercher de plus en plus loin. Ainsi il y a des chantiers qui arrivent, des carnets de commandes qui augmentent mais qui ne trouvent personne pour les produire à cause d'un manque de main d'œuvre. L'entreprise artisanale rurale française a l'obligation d'être très solide face à cette pénurie. Nous verrons dans le chapitre suivant quelles en sont les solutions.

Côté rural, on constate aussi une panne au niveau des modifications des statuts des entreprises. En effet, **l'impact du régime de la micro-entreprise** entraîne des conséquences, ce statut ne permet pas d'embaucher et sa modification coûteuse est dissuasive. **Il serait important de faciliter au niveau administratif ce changement de modification de statut afin d'ouvrir les entreprises vers l'emploi**, d'autant plus que la micro-entreprise bénéficie d'une réduction de 25% sur le taux de cotisation sociale la 1^{ère} année.

Apprentissage et Emploi

Bravo au gouvernement qui a choisit de valoriser l'apprentissage car le système de l'éducation nationale lui fait défaut. En effet, l'apprentissage souffre d'une mauvaise image, il faut poursuivre vers sa revalorisation auprès de la population française.

De plus, l'exode des jeunes vers les grandes villes assure une désertification rurale programmée et un budget à assurer pour leur famille. Pourtant, la Nièvre accueille des jeunes ambitieux des autres départements de par ses structures d'études et de formation, malgré des Pouvoirs publics qui ne sont pas pressés de sauver la formation comme l'AFPA ou le CFA de la Nièvre en grande difficulté. Alors que les métiers et le savoir-faire disparaissent. Les allocations de l'Etat existantes comme la Garantie Jeune doivent être utilisées à bon escient vers la construction d'un avenir au travail sans assistanat.

Face à la diminution Universitaire annoncée de 60% d'échec, que deviennent les jeunes ? On a besoin d'eux dans l'artisanat et ils se retrouvent caissiers ou employés dans les fast food.

En effet, l'éducation nationale ne parle que du Bac et des universités et n'oriente pas vers l'apprentissage, ne valorise pas les métiers du Bâtiment, alors que cette institution bénéficie des impôts des citoyens français, ce devrait être un retour sur investissement humain.

Les entreprises artisanales du bâtiment ont un rôle important ancré au territoire : l'accueil des apprentis vers le BP et le CAP, l'entreprise a un rôle de formation et d'accompagnement social c'est la valeur travail. Il y a deux types de jeunes : les étudiants qui partent de la Nièvre et ceux que l'on forme.

L'entreprise permet aux jeunes de sortir de l'échec familial et scolaire. Pour 80% d'apprentis, on revient à l'apprentissage de la vie quotidienne : se nourrir, se loger, le savoir être dans un groupe,...

En parallèle, l'arrivée de jeunes immigrés, volontaires et investi pour réaliser un apprentissage, contraste avec la population locale peu motivée. « Les gens ne veulent pas de travail, ils veulent de l'argent » disait Coluche. Ces jeunes immigrés que les entreprises commencent à former se retrouvent à leur majorité contraint d'arrêter leur parcours faute d'une carte de séjour délivrée dans les meilleurs délais par les Préfectures. C'est une double peine, pour le jeune et pour l'investissement humain de l'entreprise.

Avec 3 418 600 personnes au chômage selon l'INSEE, des postes sont pourtant vacants dans l'artisanat. On ne se tourne plus vers Pôle Emploi même s'il y a certains conseillers compétents, **le personnel qualifié est rare et il n'existe plus d'aides à l'embauche**, avant il y avait 50 options d'aides et une large variété de contrats.

Les dispositifs démesurés de l'Etat face à l'encadrement de cette crise comme le déploiement colossal de la gendarmerie, inquiètent les citoyens qui observent un Etat qui continue de dépenser avec un budget déficitaire depuis un siècle.

On observe que 466 millions d'euros sont déboursés pour les travaux du Grand Palais à Paris alors que l'on ferme les services publics comme les maternités ou les lignes ferroviaires.

A ce sujet, M. le Député intervient pour rappeler l'investissement de l'Etat de 340 millions d'euros pour la ligne Nevers – Chagny.

L'arrivée des Elections européennes au mois de mai va très certainement révéler cette fracture sociale. Il faudra prendre en compte l'aggravement de la vision des français par l'exonération accordée à l'ISF (aujourd'hui IFI). Cette différenciation de traitements entre pauvres et riches mécontente les citoyens qui s'exprimeront bientôt dans les urnes. Même si M. le Député l'annonce : il n'y aura pas de demi-tour du gouvernement au sujet de l'ISF. Pour lui c'est le coût du travail qui devrait être revalorisé sans élever la masse brut, un savant calcul sur lequel son équipe se consacre.

Pour conclure ce débat, il est vital de changer l'image de l'artisanat en France. La richesse d'aujourd'hui fait la survie de demain, remettons de la compétitivité dans les rouages de l'entrepreneuriat.

Le Grand Débat National de Varzy se termine à 19h15.

